

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral imposant à la société SNC LIDL
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation
de son établissement situé à LA CHAPELLE D'ARMENTIÈRES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 2012 autorisant la société SNC LIDL à exploiter un entrepôt logistique de 7 cellules de stockage sur le territoire de la commune de 59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIÈRES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de porter à connaissance, déposé le 4 mars 2024, par la société SNC LIDL, dont le siège social est situé 1 rue de Hanovre 92290 CHATENAY-MALABRY pour son site situé ZAC de la Houssoye, avenue industrielle 59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIÈRES ;

Vu le rapport du 8 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 24 novembre 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant indiquée dans son courriel du 5 décembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
2. il convient d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire ces modifications ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La SNC LIDL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 1 rue de Hanovre 92290 CHATENAY-MALABRY, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées ZAC de la Houssoye, avenue Industrielle 59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIÈRES, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Activités autorisées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2012 est remplacé par le présent article :

| Rubrique | Intitulé de la rubrique | Volume des activités | Classement |
|----------|--|------------------------|------------|
| 1510 | Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ | 437 044 m ³ | E |

| | | | |
|------|--|---|----|
| 2714 | <p>Transformation de matières plastiques</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p> | <p>La plateforme pourra regrouper les déchets des magasins LIDL pour un maximum stocké au niveau du pool palette de 400 m³</p> | D |
| 2910 | <p>Installations de Combustion.</p> <p>A. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange, autres que le fioul domestique ou le gaz naturel, du GPL, de fioul domestique, etc.</p> <p>2. Si la puissance thermique maximale de l'installation est comprise entre 2 et 20 MW</p> | <p>Le site sera pourvu d'une chaudière d'une puissance de 2,7 MW</p> | DC |
| 2921 | <p>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</p> <p>1.b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW</p> | <p>Les installations frigorifiques seront refroidies par un système de condenseur évaporatif (2 000 kW)</p> | DC |
| 2925 | <p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</p> | <p>La puissance maximale de la charge sera de 200 kW</p> | D |
| 4510 | <p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p> | <p>Stockage d'eau de javel pour une quantité maximale de 90 tonnes</p> | DC |
| 4735 | <p>Ammoniac</p> <p>1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t</p> | <p>1,3 tonnes</p> | DC |
| 4755 | <p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables</p> | <p>Le volume maximal qui sera stocké sur le site sera de 160 m³</p> | DC |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 %, la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³ | | |
|--|--|--|--|

Article 3 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

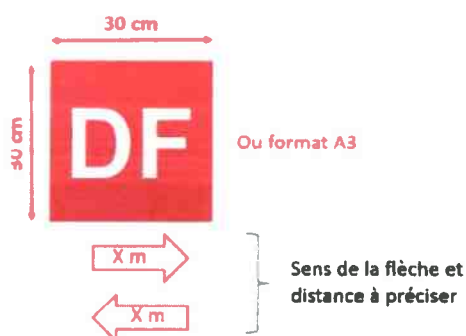
Article 4 – Compléments, renforcement des prescriptions générales sur la sécurité incendie

Article 4.1 – Accessibilité des secours

L'exploitant assure la matérialisation des murs coupe-feu afin qu'ils soient repérables depuis l'extérieur par des panneaux visibles depuis le sol portant la mention « mur coupe-feu 2 heures ».

Article 4.2 – Désenfumage

L'exploitant appose sur la face extérieure des issues du bâtiment se trouvant à proximité des commandes de désenfumage, le logo ci-dessous. La flèche doit indiquer le côté et la distance où se trouvent les commandes par rapport à l'issue :



- permet l'ouverture depuis l'extérieur des issues donnant accès aux commandes de désenfumage ;
- appose un plan de repérage des différents cantons à proximité des commandes de désenfumage.

Article 4.3 – Défense extérieure contre l'incendie

La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 540 m³ utilisables pendant deux heures (270 m³/h).

- l'exploitant justifie auprès du SDIS, de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie, a minima, tous les trois ans ;
- l'exploitant signale, numérote et entretient les points d'eau incendie (PEI) conformément aux dispositions reprises dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département du Nord ;

- permet au SDIS d'effectuer la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI. À ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique des PEI comprenant la mesure de débit des hydrants et le volume utile de la citerne incendie ;
- avertit, sans délai, le centre de traitement de l'alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

Article 4.4 – Organisation interne de la sécurité

L'exploitant assure la mise à jour le plan de défense incendie en concertation avec le SDIS. Dans la mesure où le SDIS réalise un plan d'établissement répertorié, l'exploitant devra fournir les éléments permettant la mise à jour de ce document. À cet effet, l'exploitant sera destinataire d'un exemplaire du plan.

Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 6 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LA CHAPELLE D'ARMENTIÈRES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LA CHAPELLE D'ARMENTIÈRES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2026>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **12 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

